

PAROISSE NOTRE-DAME DE GRÂCE
5333 avenue Notre-Dame-de-Grâce, Montréal H4A 1L2
Tél : 369-1535

Bonsoir,

et me Dorothee Dubuc ici présentes

Je suis Claire Doran, et avec madame Maya Antaki, nous nous adressons à vous au nom de la Paroisse Notre-Dame de Grâce qui fête cet automne 150 ans de présence dans le quartier.

Notre communauté chrétienne inclut des familles démunies parmi ses membres et elle travaille aussi avec des personnes et des familles appauvries : nous avons :

- Accueil et dépannage
- Comptoir vestimentaire
- Devoirs après l'école
- Camps d'été pour enfants de familles défavorisées (une soixantaine)
- aide de toute sorte aux familles démunies de l'école primaire NDG, où 30% des enfants proviennent de familles défavorisées, selon le directeur.

Nous avons donc des contacts suivis avec de nombreuses familles appauvries, et notamment de nombreuses familles immigrantes. Ceci nous permet de voir à quel point les familles et les personnes sont face à des problèmes de logement. C'est le problème le plus important pour leur budget.

Quelques exemples rapides qui illustrent ces problèmes :

- Une famille de 4 personnes, père, mère et deux adolescents, dont le revenu mensuel est d'un peu plus de 1 000\$, et qui doit consacrer 725\$ pour un 4 ½.
- Une mère avec une enfant de 8 ans dont le revenu mensuel est d'environ 800\$ qui vivent dans une seule pièce dans un immeuble où il y a des problèmes de drogue et de prostitution. Elles ne peuvent se permettre de quitter ce logement car elles ne peuvent trouver rien d'autre.
- Un parent avec 4 enfants appartenant à une minorité visible. Avec ces deux facteurs (enfants et minorités visibles), ils ont eu un mal fou à

trouver un logement. Les 4 enfants, âgés de 15 à 6 ans partagent la même chambre.

- Nous connaissons aussi deux familles avec plusieurs enfants, minorités visibles elles aussi, qui ont pour le moment un logement relativement abordable (autour de 500\$ par mois). En contrepartie, l'édifice n'est pas entretenu et très délabré. Le propriétaire menace présentement d'augmenter les loyers presque du double de ce qu'ils sont présentement.

Nous nous réjouissons évidemment du fait qu'il y aura à Benny Farm 205 logements qui seront gérés par des OSBL ou des coops. Mais nous croyons que cela n'est pas suffisant, d'une part. D'autre part, ces logements visent des clientèles avec des besoins spécifiques. Il y a un besoin réel et urgent pour du logement véritablement abordable sur une base d'accès universel.

Quand nous considérons les 117 logements destinés au privé nous craignons que ces logements ne soient pas du logement véritablement abordable.

- Pour une bonne section de la population de NDG, la fourchette de loyer qui va de 500\$ à 1 100\$ ne peut pas être qualifiée comme répondant aux besoins de foyers à bas revenu ou à revenu modeste. 500\$: OUI, mais 1 100\$: NON.

- Nous craignons aussi que ces logements ne soient pas abordables à moyen ou à long terme même s'ils le sont au début grâce aux programmes de départ qui seront disponibles. Après cela, combien de temps durera l'abordabilité?

Nous croyons que ces 117 logements devraient appartenir et être gérés par des OSBL. D'abord pour pouvoir assurer l'abordabilité.

Mais aussi parce que dans ce concept d'habitation, la gestion implique une dimension d'éducation populaire à la participation et à la citoyenneté et un appui communautaire qui va bien au-delà de la simple administration. Une telle gestion communautaire nous apparaît très importante dans le milieu multi-ethnique de NDG.

Nous recommandons que les 117 logements destinés au privé deviennent des logements véritablement abordables, sur une base universelle, pour les nombreux foyers à bas revenu et à revenu modeste de NDG.

Nous recommandons une gestion communautaire avec une tenure de type OSBL pour assurer une abordabilité durable et un réel soutien aux personnes et familles.

Merci de nous avoir entendus.